

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juillet 2022

MESURES D'URGENCE POUR LA PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT - (N° 144)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 892

présenté par

M. Clouet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 15, insérer l'alinéa suivant :

« Le bénéfice de cette exonération est réservée aux entreprises respectant un écart de 1 à 20 entre le salaire minimal et le salaire maximal versés au sein de l'entreprise. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement conditionne l'exonération de cotisations sociales de la prime de partage de la valeur à une réduction des écarts de salaire.

Tous les ans, 90 milliards d'euros sont accordés aux entreprises du pays sous la forme d'exonérations de cotisations sociales selon la Cour des comptes. Cela représente l'équivalent d'un chèque de près de 1350 € versé par chaque habitant... à ses employeurs. La somme représente plus du double des recettes de l'impôt sur les sociétés : aujourd'hui, l'Etat rémunère les entreprises pour fonctionner.

En outre, cet argent est très mal réparti, essentiellement accaparé par les grandes entreprises. Son

utilité est douteuse, tant les effets d'aubaine en réduisent la portée – tous les projets d'embauche en bénéficient, que l'entreprise en ait besoin ou affiche un taux de profit important. Pire, cela représente une subvention exclusive aux bas salaires. Les entreprises sont découragées d'augmenter les salaires, puisque l'augmentation de cotisations sera plus que proportionnelle. Tout le système des exonérations fixe ainsi les salariés au niveau du SMIC.

Cet amendement instaure donc des conditions au maintien des exonérations sociales de la prime de partage de la valeur. Le bénéfice des exonérations de la prime de "partage de la valeur" en est ainsi conditionnée à un écart maximum de 1 à 20.